

RTS 28 – Analyse qualitative 2019 – Table Sell-Side

Avec l'entrée en vigueur de la directive MIFID 2, le Crédit Industriel et Commercial (CIC) en tant qu'entreprise d'investissement a l'obligation annuelle de publier sur son site internet des tableaux de reportings relatifs à l'exécution des ordres transmis par ses clients (au N-1) ainsi que les analyses de ces résultats au regard de la politique de meilleure exécution du groupe.

Le RTS 28 complète la Directive par des normes techniques de réglementation et précise les éléments à mentionner:

- 1) Evaluation de l'obligation de meilleure exécution (best execution) : indication des 5 principales plates-formes d'exécution sur lesquelles ont été exécutés les ordres des clients.
- 2) Evaluation de l'obligation de meilleure sélection (best selection) : indication des 5 principaux courtiers utilisés par l'entreprise d'investissement pour l'exécution des ordres de ses clients.
- 3) Un résumé de l'analyse et des conclusions du suivi détaillé de la qualité d'exécution obtenues durant l'année précédente.

Le CIC met à disposition sur son site internet sa politique de meilleure exécution et de meilleure sélection qui, conformément à la réglementation en vigueur, expose toutes les mesures suffisantes que l'entité met en œuvre afin d'obtenir le meilleur résultat possible pour ses clients, lors de l'exécution d'ordres sur instruments financiers (politique d'exécution des ordres sur instruments financiers) et de la sélection des intermédiaires à qui elle transmet les ordres de ses clients pour exécution (politique de meilleure sélection des intermédiaires).

Dans le cadre de cette exigence, ci-dessous se présente un résumé de l'analyse réalisée par le CIC et des conclusions qu'il tire du suivi détaillé de la qualité d'exécution: Le présent document couvre les activités de CIC agissant comme prestataire de service d'investissement exerçant le service de négociation pour compte de tiers (Table Sell Side). Les autres activités du CIC (Table Buy-Side, banque de détail) font l'objet d'une autre synthèse disponible sur le site internet.

a) une explication de l'importance relative que l'entreprise a accordée au prix, aux coûts, à la rapidité et à la probabilité de l'exécution ou à tout autre facteur, y compris qualitatif, dans son évaluation de la qualité de l'exécution;

Dans l'optique de rechercher le meilleur résultat, le CIC considère les facteurs suivants en l'absence d'instructions spécifiques:

- les coûts de traitement des ordres,
- la rapidité d'accès aux différents marchés,
- la nature de l'ordre sur ces marchés en fonction de leur liquidité,
- le prix d'acquisition de l'instrument financier (ou cours d'exécution),

- la probabilité d'exécution des ordres et de règlement sur ces marchés,
- la sécurité de traitement des opérations et du transfert de propriété des instruments financiers acquis,
- la taille (nombre de titres achetés ou vendus),
- toute autre considération à prendre en compte pour son exécution.

Le CIC peut également prendre en compte dans sa politique d'exécution, en fonction de la catégorie de la clientèle concernée des facteurs qualitatifs: diversité des services offerts, fiabilité et robustesse d'une plateforme, impact sur le marché d'un ordre etc.

Ces éléments sont détaillés dans la politique d'exécution de Crédit Mutuel Alliance Fédérale disponible sur le site internet de CIC.

b) une description des éventuels liens étroits, conflits d'intérêts et participations communes avec une ou plusieurs des plates-formes utilisées pour exécuter les ordres ;

Le CIC n'a pas de lien étroit, de situation de conflits d'intérêts ou de participation commune avec les prestataires ou plateformes utilisés pour exécuter les ordres de ses clients.

Toute transaction ou relation entre le CIC, les prestataires ou plateformes est effectuée conformément à la politique en matière de conflits d'intérêts de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Ces éléments sont détaillés dans la politique relative à la prévention des conflits d'intérêts disponible sur le site internet.

c) une description de tout accord particulier conclu avec des plates-formes d'exécution concernant les paiements effectués ou reçus, les rabais, remises ou avantages non monétaires obtenus ;

Il n'existe aucun arrangement spécifique avec les lieux d'exécution concernant les paiements effectués ou reçus, les remises, les rabais ou les avantages non monétaires reçus.

d) une explication, le cas échéant, des facteurs ayant conduit à modifier la liste des plates-formes d'exécution mentionnée dans la politique d'exécution de l'entreprise ;

Les prestataires chargés de l'exécution figurant sur l'annexe de la politique d'exécution de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont soumis à un processus d'agrément et de suivi permanent, qui comprend des évaluations régulières de la performance des services en matière de qualité d'exécution.

e) une explication de la manière dont l'exécution des ordres varie selon la catégorie de clients, dans le cas où l'entreprise traite différemment diverses catégories de clients et où cela peut avoir une incidence sur les modalités d'exécution des ordres ;

Non applicable: Tous les ordres transmis à CIC Market Solutions pour exécution sont transmis par des clients professionnels.

Pour de plus amples renseignements, se référer à la politique d'exécution des ordres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

f) une indication du fait que d'autres critères ont été ou non privilégiés par rapport au prix et aux coûts immédiats lors de l'exécution des ordres des clients de détail, et une explication de la manière dont ces autres critères ont été déterminants pour atteindre le meilleur résultat possible en termes de coût total pour le client ;

Non applicable: Tous les ordres transmis à CIC Market Solutions pour exécution sont transmis par des clients professionnels.

Pour de plus amples renseignements, se référer à la politique d'exécution des ordres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

g) une indication de la manière dont l'entreprise d'investissement a utilisé le cas échéant des données ou des outils en rapport avec la qualité d'exécution, notamment des données publiées en vertu du RTS 27;

Sur l'année 2019, le CIC a utilisé des outils externes pour s'assurer de la pratique de la meilleure exécution et du RTS 27.

Le CIC surveille la qualité de l'exécution fournie par les lieux d'exécution et prestataires utilisés pour exécuter les ordres des clients.

h) s'il y a lieu, une explication de la manière dont l'entreprise d'investissement a utilisé des éléments provenant d'un fournisseur de système consolidé de publication conformément à l'article 65 de la directive 2014/65/UE ;

Non applicable.